

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Yves Saint-Jours** : Sécurité sociale : la médecine en butte aux restrictions des soins.

**Laurent Milet** : La prédominance de la présomption d'imputabilité dans la jurisprudence récente en matière d'accident du travail.

**Vincent Bonnin** : Les "recalculés" : d'un conflit social à une controverse juridique.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Un contrat initiative-emploi peut pourvoir à l'activité normale et permanente de l'entreprise : une exception malsaine au régime de droit commun des CDD.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2003** - Note Isabelle Meyrat (p. 323)

Réintégration du salarié licencié alors que sa candidature aux élections professionnelles était imminente.

**Cour d'appel de Besançon (Ch. soc. - référé) 5 décembre 2003** - Note Michel Faivre-Picon (p. 331)

L'appartenance à la communauté de travail, condition de validité de la désignation de représentants syndicaux.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003 ; Tribunal d'instance de Paris (17<sup>e</sup> arrdt) 2 juillet 2003** - Note Pascal Rennes (p. 335)

Une clause de mobilité ne saurait faire obstacle à la liberté de se lier à plusieurs employeurs en cas de travail à temps partiel.

**Cour d'appel de Versailles (6<sup>e</sup> Ch.) 16 décembre 2003** - Note Francis Saramito (p. 338)

Recours au travail intérimaire en cas d'accroissement temporaire d'activité : rappel au règlement.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 janvier 2004** - Note Ralph Blindauer (p. 340)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : extraits de décisions sélectionnés et commentés par Marc Richevaux.



**Doctrine :**

Sécurité sociale : la médecine en butte aux restrictions des soins, par <b>Yves Saint-Jours</b> , Professeur émérite à l'Université de Perpignan .....	301
La prédominance de la présomption d'imputabilité dans la jurisprudence récente en matière d'accident du travail, par <b>Laurent Milet</b> , docteur en droit, rédacteur en chef de la Revue Pratique de Droit Social, Maître de conférences associé à l'Université de Paris XI - Faculté Jean Monnet .....	303
Annexe 1 : ACCIDENTS DU TRAVAIL – Définition – Distinction avec la maladie – Événement ou une série d'événements survenus à des dates certaines par le fait ou à l'occasion du travail – Lésion corporelle – Apparition tardive – Sclérose en plaque dont les symptômes sont apparus peu après une vaccination imposée au salarié par son employeur en raison de son activité professionnelle	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 avril 2003</b> .....	313
Annexe 2 : ACCIDENTS DU TRAVAIL – Définition – Distinction avec la maladie – Dépression nerveuse suite à un entretien d'évaluation – Accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail.	
<b>COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 1<sup>er</sup> juillet 2003</b> .....	313
Annexe 3 : ACCIDENTS DU TRAVAIL – Salarié en mission – Présomption d'imputabilité – Conditions – Décès au cours d'une interruption du trajet en mission.	
<b>COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 1<sup>er</sup> juillet 2003</b> .....	314
Annexe 4 : ACCIDENTS DU TRAVAIL – Définition – Accident en dehors du temps de travail – Salarié en position d'astreinte à son domicile – Présomption d'imputabilité (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 avril 2003</b> .....	314
Les "recalculés" : d'un conflit social à une controverse juridique, par <b>Vincent Bonnin</b> , Maître de conférences à l'Université de Poitiers .....	315
Annexe: CHOMAGE – Assurance – Dispositif du PARE – Obligations bilatérales – Formation d'un contrat synallagmatique (oui) – Avenant conventionnel réducteur de droits – Application aux contrats en cours (non).	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MARSEILLE (1<sup>re</sup> Ch. Civ.) 15 avril 2004</b> .....	320

**Jurisprudence :**

CHOMAGE – Salarié d'une entreprise publique, dont le personnel est soumis à un statut, mis à la retraite d'office avec une pension minorée – Droit à l'allocation différentielle prévue par les textes d'application de la convention du 24 février 1989.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 octobre 2003</b> .....	322
CONTRATS AIDES – Secteur marchand – Contrat initiative-emploi (CIE) – Affectation à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Exception au régime de droit commun des CDD (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 novembre 2003</b> .....	323
<b>Note Isabelle Meyrat</b> .....	323
CONTRAT DE TRAVAIL – Distinction avec un travailleur indépendant – Contrat de location de taxi – Clauses caractérisant la dépendance du chauffeur – Requalification.	
<b>COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6<sup>e</sup> Ch. Soc.) 16 septembre 2003</b> .....	326
DISCRIMINATION – Discrimination raciale à l'embauche – Salarié de couleur noire exclu du contact avec la clientèle – Infraction constituée – Condamnation.	
<b>COUR D'APPEL DE PARIS (11<sup>e</sup> Ch. Corr. B) 17 octobre 2003</b> .....	329
<b>Note Michel Miné</b> .....	329
DUREE DU TRAVAIL – Sécurité – Dispositions conventionnelles – Transports routiers – Prime de rendement au kilomètre – Incitation au dépassement de la durée du travail – Illicéité.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 novembre 2003</b> .....	330
<b>Note Claudie Ménard</b> , Union départementale CGT du Maine-et-Loire .....	330
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Salarié demandeur d'élection – Imminence de candidature – Licenciement – Protection (oui) - Réintégration.	
<b>COUR D'APPEL DE BESANÇON (Ch. Soc. - référé) 5 décembre 2003</b> .....	331
<b>Note Michel Faivre-Picon</b> , Secrétaire général de l'Union départementale CGT du Jura .....	331

ENTREPRISES EN DIFFICULTES – Liquidation amiable d’une société – Réalisation supposant l’apurement intégral du passif – Clôture de la liquidation alors qu’une instance prud’homale est en cours sans que soient provisionnées les sommes garantissant l’exécution d’une condamnation éventuelle – Faute du liquidateur engageant sa responsabilité vis-à-vis du salarié demandeur. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1<sup>er</sup> octobre 2003</b> .....	332
ENTREPRISES EN DIFFICULTES – Redressement judiciaire – Plan de redressement approuvé par le Tribunal de commerce – Salarié poursuivant l’exécution forcée d’un jugement prud’homal – Demande de l’employeur en suspension des poursuites – Existence du plan s’opposant à ce qu’elle soit accueillie. <b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (Juge de l’exécution) 6 novembre 2003</b> .....	333
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Enonciation de motifs de nature différente – Pluralité des motifs possible dès lors qu’ils procèdent de faits distincts et à condition que l’employeur ait respecté les règles de procédure applicable à chacune des causes énoncées. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 septembre 2003</b> .....	334
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Désignation de représentants – Conditions (deux espèces) – Représentant syndical au comité d’entreprise – Salariée démonstratrice dans un grand magasin (première espèce) – Délégué syndical – Musicien ancien salarié de l’entreprise et transféré à une entreprise prestataires de service de celle-ci (deuxième espèce) – Appartenance à la communauté de travail (oui) – Ancienneté requise (oui). <b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 avril 2003</b> .....	335
<b>Deuxième espèce : TRIBUNAL D’INSTANCE DE PARIS (17<sup>e</sup> arrdt) 2 juillet 2003</b> .....	336
<b>Note Pascal Rennes</b> .....	337
TRANSFERT D’ENTREPRISE – Chantiers de nettoyage – Convention collective prévoyant le maintien de contrats de travail en cas de succession d’entreprises sur le même chantier – Transfert d’un seul chantier parmi ceux qui étaient confiés à la salariée par l’entreprise cédante – Nouvel employeur ne pouvant prendre de mesures empêchant l’intéressée de continuer son activité sur les autres chantiers – Application d’une clause de mobilité devant respecter les dispositions de l’article L. 120-2 du Code du travail. <b>COUR D’APPEL DE VERSAILLES (6<sup>e</sup> Ch.) 16 décembre 2003</b> .....	338
<b>Note Francis Saramito</b> .....	339
TRAVAIL TEMPORAIRE – Cas de recours – Accroissement temporaire d’activités – Notion – Caractère exceptionnel (non) – Variations cycliques (oui). <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 janvier 2004</b> .....	340
<b>Note Ralph Blindauer</b> .....	341

### ***Chroniques jurisprudentielles :***

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL : extraits de décisions sélectionnés et commentés par Marc Richevaux.

SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Discrimination et entraves – 1° Modification des tâches et absence de versement d’une prime – Incitation à une résiliation amiable du contrat de travail – 2° Défaut de panneau d’affichage – Infraction instantanée – Régularisation indifférente. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 6 janvier 2004</b> .....	343
--	-----